



MOUVEMENT REPUBLICAIN ET CITOYEN

La gauche qui aime la France



NON A LA CONSTITUTION EUROPEENNE LIBERALE

Un NON républicain argumenté et construit

La réflexion et les propositions du MRC de Jean-Pierre Chevènement sont le produit d'un travail mené depuis vingt ans sur **le lien entre la question sociale et la question nationale**.

La mondialisation financière et la dérive libérale de l'Europe placent aujourd'hui cette réflexion au cœur du renouveau de la gauche.

Mener une politique sociale dans notre pays exige que l'on s'en donne les moyens, notamment en résistant aux exigences des libéraux européens.

Aucune politique d'affirmation de la France n'a de sens si elle ne conduit pas à **rendre leur dignité à tous les citoyens**.

La spécificité du MRC est d'avoir pensé une alternative : une République retrouvant ses valeurs, ainsi qu'une réorientation complète de sa politique européenne. **En deçà de cette exigence, il n'y aura pas d'alternative, mais de simples alternances de gestion comme les Français en ont connues depuis vingt années.**

Refusant le projet de traité constitutionnel parce qu'il institutionnalise le libéralisme, place l'Europe sous tutelle atlantiste et bâillonne les souverainetés populaires, le MRC a décidé de mener une campagne résolue autour d'un **NON républicain**, argumenté et construit.

Notre NON est dépourvu d'ambiguïté. **L'Europe incarne une dérive oligarchique**, nous voulons que cela cesse : **les élites ne doivent plus décider sans le peuple !**

NOTRE INDEPENDANCE MENACEE

Le MRC n'accepte pas que **des pans entiers de compétences** échappent aux Parlements nationaux, pour être **exercés, au sein d'instances décidant à la majorité qualifiée, où la France ne comptera plus.**

Le MRC ne peut accepter que le principe de laïcité soit remplacé par « le dialogue ouvert transparent et régulier de l'Union européenne avec les Eglises » (art I – 52).

Le MRC ne peut accepter que la politique monétaire, condition de la croissance et de l'emploi, soit confiée à la **Banque centrale européenne.**

Déliée de tout engagement envers les citoyens, les gouvernements ou le Conseil européen, **elle reste toute entière soumise aux marchés financiers**

Ce NON ouvre la perspective d'un projet républicain en France. Il faut mettre un coup d'arrêt à ce funeste projet de Constitution européenne.

Le MRC lance la constitution de Comités pour le "non" républicain.

Ils rassemblent celles et ceux qui veulent agir pour que le « non » l'emporte lors du référendum de 2005 sur la Constitution européenne.

**Si vous souhaitez rejoindre un comité, contactez : Le siège national du MRC
Tél. : 01 44 83 83 00 - Fax : 01 44 83 83 10**

Une Europe des nations démocratique indépendante et solidaire

NOTRE EUROPE : UNE EUROPE DES NATIONS

Elle se construira par l'organisation de coopérations, en fonction de l'intérêt respectif des nations, et non plus par la recherche effrénée de l'intégration fédéraliste.

Il n'est pas acceptable, compte tenu du rôle de la France dans le monde, d'envisager une politique étrangère commune avec des Etats qui ont manifesté à court terme leur servilité à l'égard de l'administration américaine

En revanche, et face à la paralysie programmée des institutions à vingt-cinq, nous proposons **une Europe à géométrie variable, fondée sur des coopérations renforcées** entre les Etats qui le souhaitent. Elles doivent porter **sur la politique économique, sociale, monétaire, industrielle, technologique, scientifique, une politique étrangère et de défense.**

La position commune de la France et de l'Allemagne contre la guerre américaine en Irak est à même de crédibiliser l'Europe par rapport aux Etats-Unis. Leur bonne entente est capable d'entraîner la Russie, grande puissance européenne sans laquelle notre continent ne sera qu'une banlieue de l'Amérique.

UNE EUROPE DE LA CROISSANCE ET DE L'EMPLOI

Il est urgent de mettre un terme au « pacte de stabilité » d'Amsterdam qui tient l'Europe à l'écart de la croissance mondiale.

L'indépendance de la Banque centrale doit être

remise en cause en lui imposant, dans ses statuts, des objectifs d'emploi et de croissance.

La politique de change doit permettre de jouer à armes égales avec les Etats-Unis à travers la parité monétaire euro-dollar. Au plan budgétaire, les dépenses d'investissement, de recherche et de défense doivent être soustraites du calcul du déficit plafond de 3%. **Au plan fiscal, l'harmonisation est nécessaire entre les Etats de la zone euro.**

Une initiative commune de croissance, visant une vigoureuse politique de relance est nécessaire. Elle doit être **fondée sur des grands projets européens en matière d'investissement productif, de recherche, de transports, d'énergie.**

UNE EUROPE OUVERTE SUR LE MONDE

L'arrimage de la Russie au couple franco-allemand rejoint par l'Espagne peut permettre de définir une politique indépendante et **d'opposer à la guerre des civilisations dans laquelle les USA entraînent le monde, le dialogue des cultures et le co-développement.**

Une Europe attentive aux rapports Nord-Sud définira un cadre d'association pour les Etats du pourtour de la Méditerranée, **fondé sur le co-développement, offrant aux peuples arabo-musulmans une alternative grâce au progrès économique et social.**

Faisons émerger **en Europe un acteur stratégique indépendant,** tirant de sa diversité et de son histoire, la force de contribuer à l'avènement d'un monde multipolaire **respectueux des nations et des cultures.**

**Pour un projet conforme aux valeurs républicaines de la France
et répondant aux attentes des nations européennes
il faut une autre construction européenne !**